

RFI.Fr, 6 avril

Les chefs militaires ouest-africains proposent un mandat pour l'envoi d'une force au Mali

Réunis jeudi 5 avril à Abidjan en Côte d'Ivoire, les chefs d'état-major ouest-africains ont mis en place un « mandat » pour une force militaire susceptible d'être envoyée au Mali. Aucun détail n'a été dévoilé sur ce « mandat » ou l'importance de la force qui compterait 2 à 3 000 hommes. Le mandat doit encore être validé par les chefs d'Etat de la région.

Les chefs d'état-major ont fait des propositions à la conférence des présidents sur le mandat que doit avoir la force en attente de la Cédéao pour se déployer au Mali. Le déploiement de la FAC ne devrait cependant pas avoir lieu avant plusieurs jours. Les dirigeants ouest-africains doivent d'abord examiner ce que les responsables militaires leur proposent.

Rien n'a filtré sur les effectifs de la FAC, sur la contribution de chaque pays membre de la Cédéao ou encore sur le calendrier du déploiement. Juste après l'ouverture de la réunion, le ministre ivoirien délégué à la Défense Paul Koffi Koffi avait indiqué que la priorité de la FAC n'était pas de combattre les rebelles du nord du Mali mais plutôt d'aider à sécuriser le retour à l'ordre constitutionnel. *« Je pense qu'il faut d'abord qu'on ait des interlocuteurs sur place. Nos forces vont arriver sur le terrain et il faut qu'elles y trouvent des interlocuteurs reconnus par la Cédéao. Sinon on est dans un no man's land et tout est permis. On pourrait accuser nos hommes d'exactions ; il faut éviter cela »*, a expliqué Paul Koffi Koffi.

La force en attente de la Cédéao qui sera déployée au Mali devrait compter 3 000 hommes, un chiffre annoncé par le président en exercice de l'organisation et chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara avant le conclave des chefs d'état-major.